

**ARRETE D.S.T.T./U.T LURE/2023/N°015**  
**Du 20 janvier 2023**  
**ROUTE DEPARTEMENTALE N°28**  
Réglementation et réduction à une voie de circulation  
avec alternat, lors des travaux de déploiement du réseau  
de fibre optique, sur le territoire des communes de  
**MERSUAY et CONFLANS-SUR-LANTERNE**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE - SAONE,**  
Officier de la Légion d'honneur,

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 ;
- VU** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 et L 3221.4 ;
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, et modifiée par l'arrêté du 10 avril 2009 ;
- VU** l'arrêté du 24 janvier 2022, de M. le Président du Conseil départemental de la Haute-Saône accordant délégation de signature en matière d'exploitation des routes départementales - police de la circulation - à M. le Responsable de l'Unité technique 70 de LURE ;
- VU** la demande formulée par courriel, le 18 janvier 2023, par l'entreprise SPIE CITYNETWORKS;

**Considérant** qu'en raison des travaux de déploiement du réseau de fibre optique en bordure de la **Route Départementale n° 28**, effectués par l'**Entreprise SPIE CITYNETWORKS**, pour le compte de STARTER TP, il y a lieu de restreindre la circulation à une voie à l'aide d'un alternat par feux tricolores à cycle fixe ou par panneaux B 15 et C 18, entre les P.R. 11+495 et 18+090, sur le territoire des communes de **MERSUAY et CONFLANS-SUR-LANTERNE** ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Du **23 janvier au 10 février 2023** inclus, date prévisionnelle de fin des travaux, la **circulation sera réduite à une voie** sur la **Route Départementale n° 28**, et régulée par alternat avec feux tricolores à cycle fixe ou par panneaux B 15 et C 18, entre le **P.R. 11+495** et le **P.R. 18+090**, sur le territoire des communes de **MERSUAY et CONFLANS-SUR-LANTERNE**, lors des travaux de déploiement du réseau de fibre optique en bordure de cette voie.

**ARTICLE 2** : La **vitesse** de tous les véhicules circulant, dans les deux sens, sur la **Route Départementale n° 28**, sera **limitée à 50 km./h.**, entre le **P.R. 11+495** et le **P.R. 18+090**, sur le territoire des communes de **MERSUAY et CONFLANS-SUR-LANTERNE**.

Cette limitation de vitesse sera matérialisée par des panneaux B 14 portant la mention "50".

**ARTICLE 3** : Les **dépassements** au droit du chantier sont **interdits** quelles que soient les voies laissées libres à la circulation.

Cette interdiction de dépasser sera matérialisée par un panneau B 3.

**ARTICLE 4** : Pendant la durée des travaux, **aucun stationnement** ne sera autorisé sur l'emprise de la zone du chantier et de part et d'autre sur une longueur de 100 mètres, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

**ARTICLE 5** : La signalisation de restriction sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, et modifiée par l'arrêté du 11 février 2008.

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'**Entreprise SPIE CITYNETWORKS**.

**ARTICLE 6** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité de la zone ainsi que dans la commune de **MERSUAY et CONFLANS-SUR-LANTERNE**.

**ARTICLE 8** : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de BESANÇON dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 9** : MM. le Président du Conseil départemental de la Haute-Saône, les Maires des communes concernées, le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Haute-Saône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Entreprise SPIE CITYNETWORKS 54 200 ECROUVES ;
- Mme Christelle RIGOLOT, M. Jean-Marie BERTIN, Conseillers départementaux du canton de PORT-SUR-SAONE ;
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours. 4 rue Lucie et Raymond Aubrac BP n° 40005 70001 VESOUL CEDEX ;
- M. le Général de Corps d'Armée. Gouverneur Militaire de METZ. Etat-Major de la Région Terre Nord-Est. Division Activités. Bureau Mouvements Transports. 1 boulevard Clémenceau BP n° 30001 57044 METZ CEDEX 01.

LURE, le 20 janvier 2023

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,  
*Pour le Président et par délégation,  
Le responsable de l'Unité technique,*

  
Dominique BERNIGAUD